

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° AP-2024-67-DREAL

SPEICHIM PROCESSING

Commune de BEAUFORT- ORBAGNA (39190)

**Le préfet du Jura
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution de la commission européenne du 10 août 2018 (publiée au JOUE du 17 août 2018) établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-24 DREAL du 09 décembre 2010 autorisant la société SPEICHIM PROCESSING à exploiter une installation classée sur le territoire de la commune de Beaufort (39 190) ;

Vu le courrier SPEICHIM du 8 décembre 2015 relatif à la modification de la nomenclature des installations classées – rubriques 4000

Vu l'étude des dangers « SPEICHIM PROCESSING réf. 16001925 de mars 2023 ;

Vu le rapport DREAL référencé CF/VV/2024/L_41 de l'inspection du 26 octobre 2023 ;

Vu le rapport d'instruction de l'inspection de l'environnement en date du 17/12/2024 concernant l'étude de dangers ;

Vu le dossier de réexamen IED de SPEICHIM du 17 octobre 2019 complété par courrier du 7 juin 2022 ;

Vu le rapport de base sur l'état des sols du site SPEICHIM de Beaufort, référencé CB384/7296581, version 1, de décembre 2019 ;

Vu le rapport d'instruction de l'inspection de l'environnement en date du 18/11/2024 concernant le réexamen IED ;

Vu le projet d'arrêté transmis le 28 octobre 2024 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant du 8 novembre 2024 sur le projet d'arrêté précité ;

Considérant que les nouvelles mesures de maîtrise des risques annoncées par l'exploitant dans le cadre de son étude de dangers doivent être actées administrativement pour pouvoir garantir la réduction de criticité des phénomènes dangereux sortant du site ;

Considérant que le renforcement des dispositions réglementaires prévues par les arrêtés ministériels du 3 octobre 2010 et du 24 septembre 2020 s'applique à l'établissement SPEICHIM PROCESSING ;

Considérant qu'il convient de revoir et de mettre à jour certaines prescriptions, la situation administrative de l'établissement au regard des rubriques IED de la nomenclature ICPE suite à la publication des conclusions sur les MTD pour le traitement des déchets, et les conditions de cessation d'activité ;

Considérant que l'article R.515-60 du Code de l'environnement impose la surveillance des effets de l'installation dans les eaux souterraines à une périodicité minimale de 5 ans ;

Considérant que l'article R.515-60 du Code de l'environnement impose la surveillance des effets de l'installation dans les sols à une périodicité minimale de 10 ans ;

Considérant que les conditions rendant obligatoire une consultation du public et des communes (prévues à l'article L.515-29-I du Code de l'Environnement) ne sont pas remplies, et que dès lors une telle consultation n'a pas été menée ;

Considérant que les conditions rendant obligatoire une consultation du CODERST (prévues à l'article R.181-45 du Code de l'Environnement) ne sont pas remplies, et que dès lors une telle consultation n'a pas été menée ;

Considérant que des précisions et dispositions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

Considérant dès lors qu'il convient de faire usage des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture du Jura ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

Les dispositions applicables aux installations, situées lieu-dit « Le Honry » sur le territoire de la commune de BEAUFORT (39190) et exploitées par la société SPEICHING PROCESSING, sont complétées par celles du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté du 9 décembre 2010 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

RUBRIQUES	DÉSIGNATION DES ACTIVITÉ	INSTALLATION/CAPACITÉ MAXIMALE	RÉGIME
2718-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques <u>2710</u>, <u>2711</u>, <u>2712</u>, <u>2717</u>, <u>2719</u>, <u>2792</u> et <u>2793</u>.</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges</p>	<p><u>Hangar à fûts</u></p> <p>Atelier de 1600 m² de transit, regroupement et traitement de déchets dangereux à base de solvants chlorés ou non chlorés, en fûts ou conteneurs, d'un niveau maximal d'activité annuelle de 6250 tonnes (28 750 fûts).</p> <p>Stockage : 4 500 fûts équivalent (900 m³ - 978t)</p>	A
3550	<p>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de <u>la rubrique 3540</u>, dans l'attente d'une des activités énumérées <u>aux rubriques 3510</u>, <u>3520</u>, <u>3540</u> ou <u>3560</u> avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte</p>	<p><u>Hangar à fûts</u></p> <p>Atelier de 1600 m² de transit, regroupement et traitement de déchets dangereux à base de solvants chlorés ou non chlorés, en fûts ou conteneurs, d'un niveau maximal d'activité annuelle de 6250 tonnes (28 750 fûts).</p> <p><u>Stockage : 4 500 fûts équivalent (900 m³ - 978t)</u></p>	A
2770	<p>Installation de traitement thermique de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910</p>	<p><u>Atelier de régénération</u></p> <p>Traitement des solvants usagés par évaporation (2 évaporateurs E 1000 et E 5000) et distillation (2 colonnes C 3000 et C 4000), chauffé par fluide calo-porteur (>250 litres et T<PE)</p> <p>23 000 tonnes/an (100t/j)</p>	A

RUBRIQUES	DÉSIGNATION DES ACTIVITÉS	INSTALLATION/CAPACITÉ MAXIMALE	RÉGIME
3510	Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant la récupération/régénération des solvants	<u>Atelier de régénération</u> Traitement des solvants usagés par évaporation (2 évaporateurs E 1000 et E 5000) et distillation (2 colonnes C 3000 et C 4000), chauffé par fluide calo-porteur (>250 litres et T<PE) 23 000 tonnes/an (63t/j)	A
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure à 1 000 t	<u>Zone de stockage vrac</u> Dépôt aérien en cuves de 30 m ³ (24) et de 70 m ³ (4) assurant le transit, le regroupement de solvants usagés ou régénérés, chlorés ou non chlorés. <u>Stockage des liquides inflammables conditionnés dans le hangar à fûts</u> Capacité : 1900t	A
1434-2	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation	2 postes chargement/déchargement associés au dépôt ci-dessus 2 x 25 m ³ /h <u>Aire «filiale directe»</u> 1 poste de déchargement des véhicules citernes	A
4511.1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t	Produits bruts, produits finis, matières premières et déchets : 285 t	A
1434-1.b	Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant supérieur ou égal à 5 m ³ /h, mais inférieur à 100 m ³ /h	<u>Hangar à fûts</u> Poste de pompage et de transfert des solvants depuis les fûts et conteneurs vers les cuves du dépôt aérien <u>Atelier</u> Poste de remplissage de fûts en solvants – 5 m ³ /h	DC
2921-1.a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle la puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	Circuit de refroidissement à l'eau des installations 2500 kW	DC
2915-2	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide	Volume du fluide : 3 000 litres	D

RUBRIQUES	DÉSIGNATION DES ACTIVITÉ	INSTALLATION/CAPACITÉ MAXIMALE	RÉGIME
	caloporteur des corps organiques combustibles : Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 l		
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudière FOD 1.8 MW Groupe électrogène 1,2 MW	DC
4510.2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Produits bruts et produits finis : 80 tonnes maximum	DC

A : Autorisation DC : déclaration avec contrôle périodique

La rubrique principale IED est la rubrique 3510. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à cette rubrique sont celles du BREF WT.

ARTICLE 3 – MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES

L'exploitant met en œuvre les mesures de maîtrise des risques suivantes au plus tard le 31 décembre 2025, conformément à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé :

- Événements sur les 28 cuves de stockages pour éviter la pressurisation lente des cuves de stockage en cas d'incendie dans les cuvettes de rétention C1 à C3 associées à ces cuves.
- Système coupe-feu dans les caniveaux pour éviter la propagation d'un incendie vers le bassin évènementiel.

L'exploitant poursuit sa démarche de réduction des risques par la définition et la mise en œuvre de mesures de maîtrise des risques conformément à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé pour réduire la criticité des phénomènes dangereux suivants :

- Incendie généralisé du hangar à fûts.
- Dispersion de vapeur toxique depuis l'aire de déchargement n°1.

L'exploitant transmet les conclusions justifiées de sa démarche de réduction des risques d'ici le 31 décembre 2026.

L'exploitant transmet sous un mois à la DREAL les cartes agrégées des phénomènes dangereux sortants au sol et en hauteur (tous types d'effets confondus) pour la réalisation du porter à connaissance risques technologiques qui sera diffusé aux services d'urbanisme pour prendre en compte les phénomènes dangereux sortants de l'établissement.

ARTICLE 4 – MISE EN CONFORMITÉ RÉGLEMENTAIRE

L'exploitant justifie d'ici le 31 décembre 2025 qu'il a mis en conformité ses installations avec le renforcement des dispositions réglementaires prévu par les arrêtés ministériels du 3 octobre 2010 et du 24 septembre 2020 susvisés sur la base du rapport d'audit CNPP référence R21.0100 « Diagnostic d'Évaluation de conformité à l'Arrêté du 24 septembre 2020 » du 7 juillet 2021.

ARTICLE 5 – MISE À JOUR DES PRESCRIPTIONS

Les alinéas du chapitre 8.1 - Hangar à fûts de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2010 sont remplacés par les alinéas suivants :

Anciens alinéas :

« Les zones d'effets thermiques correspondant à un rayonnement de 8 kW/m² doivent être matérialisées sur le sol et être exemptes de toute présence, même de courte durée, de matières inflammables ou combustibles ; elles ne doivent pas être encombrées de matières, matériaux ou équipements incombustibles. »

« Un rideau d'eau dimensionné à un débit minimum de 25m³/heure et à commande manuelle doit être mis en œuvre entre l'aire de déchargement et les zones 1 et 2, avec retour entre la zone 2 et allée de circulation ci-dessus. »

Nouveaux alinéas :

« Les zones d'effets thermiques correspondant à un rayonnement de 8 kW/m² doivent être exemptes de toute présence, même de courte durée, de matières inflammables ou combustibles autres que celles prises en compte dans l'étude de danger; elles ne doivent pas être encombrées de matières, matériaux ou équipements incombustibles. Les zones de stockages dans le hangar à fûts et la zone de stockage des GRV vides sont matérialisées au sol ou par tout autre moyen physique équivalent .».

« Un mur coupe-feu est construit entre la zone de déchargement et les zones 1 et 2 du hangar à fûts et un système de détection et d'extinction automatique est installé pour l'ensemble de ces zones. ».

L'alinéa du chapitre 8.2 - DÉPÔT AÉRIEN DE SOLVANTS ET AIRES DE TRANSFERT DES PRODUITS LIQUIDES EN VRAC de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2010 est remplacé par l'alinéa suivant :

Ancien alinéa :

« Les zones d'effets thermiques correspondant à un rayonnement de 8 kW/m² doivent être matérialisées sur le sol et être exemptes de toute présence, même de courte durée, de matières inflammables ou combustibles ; elles ne doivent pas être encombrées de matières, matériaux ou équipements incombustibles. »

Nouvel alinéa :

« Les zones d'effets thermiques correspondant à un rayonnement de 8 kW/m² doivent être exemptes de toute présence, même de courte durée, de matières inflammables ou combustibles autres que celles prises en compte dans l'étude de danger; elles ne doivent pas être encombrées de matières, matériaux ou équipements incombustibles. La zone de stockage des GRV vides est matérialisée au sol ou par tout autre moyen physique équivalent».

ARTICLE 6: CESSATION D'ACTIVITÉ / REMISE EN ÉTAT

Les dispositions de l'article 1.5.6 de l'arrêté du 9 décembre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

« En outre, les dispositions spécifiques du Code de l'Environnement en matière de mise à l'arrêt définitif des établissements relevant de la directive IED (art. R.515-75) sont applicables à l'établissement, y compris si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

L'exploitant veille par ailleurs, pour toute nouvelle mise en place d'unité / équipement, à la bonne application des dispositions décrites dans son dossier de réexamen vis-à-vis de la MTD 1 VIII, MTD reprise au point I.8 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019. »

ARTICLE 7: RÉEXAMEN PÉRIODIQUE

L'article 9.4.3 de l'arrêté du 9 décembre 2010 susvisé est remplacé par l'article suivant :

« Article 9.4.3 - Réexamen périodique :

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L. 515-28 et des articles R.515-70 à R.515-73 du code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L.515-29 du code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R.515-72, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article 1.2.1 du présent arrêté. »

ARTICLE 8: CONFORMITÉ AU DOSSIER

Les dispositions de l'article 1.3 de l'arrêté du 9 décembre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant veille à la bonne application des dispositions décrites dans son dossier de réexamen vis-à-vis des MTD et des conclusions du BREF WI ».

ARTICLE 9: SURVEILLANCE DU SOL ET DES EAUX SOUTERRAINES

Les dispositions du chapitre 7.5 de l'arrêté du 9 décembre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions de l'article suivant :

« Article 7.5.10. - Surveillance du sol et des eaux souterraines

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...).

Une surveillance périodique de la qualité des sols est effectuée au moins tous les dix ans et porte au minimum sur les substances identifiées dans le rapport de base.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. Cette surveillance est réalisée en adéquation avec les zones à risques identifiées dans le rapport de base.

À l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets ».

ARTICLE 10 : SURVEILLANCE DES COMPOSÉS ORGANIQUES VOLATILS (COV)

La fréquence annuelle de l'article 9.2 de l'arrêté du 9 décembre 2010 susvisé est remplacée par une fréquence semestrielle pour l'analyse des COV.

ARTICLE 11 : NOTIFICATION ET PUBLICITE

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société SPEICHIM PROCESSING.

ARTICLE 12 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Besançon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 13 – EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture du Jura, le maire de Lons-le-Saunier, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée.

Fait à Lons-le-Saunier, le 20 DEC. 2024

Le préfet


Serge CASTEL